



Déclaration de la FSU CTSD du jeudi 10 février

Lors du groupe de travail du 24 janvier 2022 consacré à la carte scolaire, la FSU vous a fait part des écoles pour lesquelles une ouverture de classe serait nécessaire.

Les effectifs des écoles de La Fontaine à Aurillac, du Bex à Ytrac, de Pleaux, d'Ally et de Polminhac justifient un accompagnement en termes de moyens humains. A Murat, nous soutenons la demande de l'équipe enseignante et de la mairie pour l'ouverture d'une ULIS. Aucune ULIS de Riom-es-Montagnes à St-Flour. Il n'est pas simple de vivre, d'apprendre et de grandir avec des besoins spécifiques quand on habite dans l'Est du département. Concernant l'école de Dienne, nous vous avons demandé, comme pour Ally et Ytrac, d'affiner et conforter vos prévisions d'effectifs qui ne correspondent pas aux remontées que nous avons du terrain.

Nous avons aussi exprimé notre volonté de voir reconduits les moyens provisoires attribués aux écoles de La Jordanne, Sauvat, Leynhac, Cheylade. Nous avons également exprimé notre souhait de voir les écoles à 2 classes, telles Lugarde, Trizac et Vendes, confortées.

Concernant les fermetures envisagées, vous nous avez indiqué, à maintes reprises, que celles-ci seraient l'aboutissement d'un travail étroit et constant avec les mairies et les équipes enseignantes. Ce n'est pas le son de cloche qui remonte de Tivoli, Besserette, Hugo-Vialatte et Arpajon où les parents et élus sont totalement opposés à vos propositions. Nous les soutenons. Eux, comme nous, ne sont pas dupes. On ne fait pas mieux avec moins.

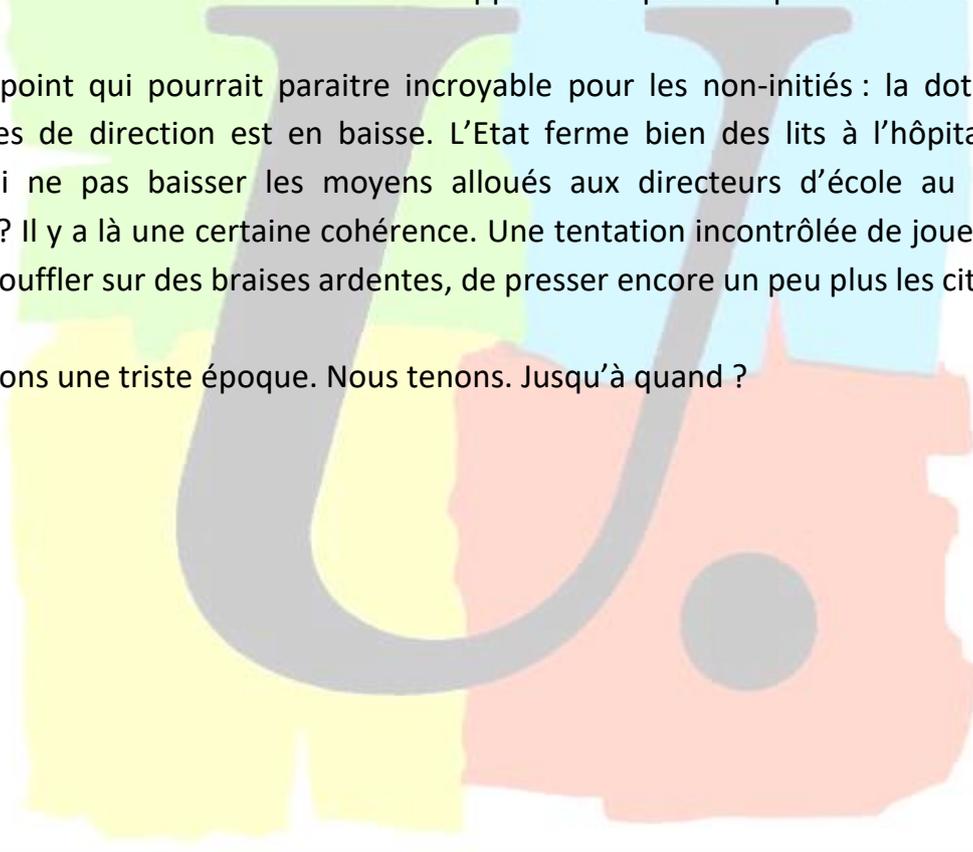
Nous réaffirmons aussi que nous sommes opposés au profilage d'un demi-poste à l'école de Rouffiac. Une fois de plus, deux réalités apparaissent comme difficilement conciliables. Les écoles et les élèves ont besoin d'enseignants dans les classes. L'institution continue de mettre en avant des appels à projet, des vitrines pédagogiques, des dispositifs innovants sur lesquels elle choisit et nomme les candidats en dehors des règles de barème. Les communes n'ont pas le choix. Si elles veulent sauver le peu qu'il leur reste il faut en passer par là. Remplir des appels à

manifestation d'intérêt. Faire leur le jargon de l'Education Nationale. Participer malgré elles, à redorer le blason d'une institution bien mal en point.

Celles et ceux qui attendaient un sursaut et une prise de conscience, deux ans après le début de la pandémie devront encore patienter. Les écoles cantaliennes ne reçoivent aucune dotation de poste du ministère. Les personnels devront continuer à faire face, ou pas, sans aucun moyen supplémentaire. La création de 4 postes de brigades est envisagée, c'est mieux que rien mais cela se fait au sein de cette enveloppe à 0. Aucune mesure spécifique. Pas de plan d'urgence pour l'école. Nous devons faire avec la traditionnelle enveloppe à 0 des périodes pré-electorales.

Dernier point qui pourrait paraître incroyable pour les non-initiés : la dotation de décharges de direction est en baisse. L'Etat ferme bien des lits à l'hôpital. Alors, pourquoi ne pas baisser les moyens alloués aux directeurs d'école au bout du rouleau ? Il y a là une certaine cohérence. Une tentation incontrôlée de jouer avec le feu, de souffler sur des braises ardentes, de presser encore un peu plus les citrons.

Nous vivons une triste époque. Nous tenons. Jusqu'à quand ?



F.S.U 15